



Agence France Presse

04/03/2014

## **Le Conseil national de l'industrie demande à l'UE de soutenir davantage le secteur.**

PARIS, 4 mars 2014 (AFP) - Le Conseil national de l'industrie (CNI) français a exhorté mardi l'Union européenne à soutenir davantage l'industrie "si elle veut continuer à avoir de l'emploi et de l'exportation".

Pour le CNI, le prochain sommet européen des 20 et 21 mars devrait décider d'un "objectif collectif de relèvement de la part de l'industrie manufacturière dans le PIB de l'UE à 20% en 2020". "Il faut passer d'une Europe qui a passé son temps à défendre uniquement le consommateur en écrasant l'industrie à une Europe qui tient un petit peu compte de l'industrie si elle veut continuer à avoir de l'emploi et de l'exportation", a déclaré Jean-François Dehecq, vice-président du CNI. L'industrie pèse aujourd'hui 15,1% du PIB de l'UE et le secteur manufacturier a perdu 3,8 millions d'emplois depuis 2008, soit 11% des emplois du secteur, a rappelé François Gayet, président de la section Europe du CNI.

Le CNI "insiste sur la nécessité de donner à l'Europe le moyen de lutter à armes égales contre ses concurrents", ce qui implique "de replacer la relance de la dynamique industrielle au coeur des politiques européennes", a-t-il ajouté.

Le Conseil propose dix actions prioritaires, parmi lesquelles la révision de la politique de la concurrence, notamment sur les aides d'Etat, et la mise en oeuvre d'une politique commerciale "de défense des intérêts industriels européens".

Il réclame aussi une politique énergétique qui soit un "facteur de compétitivité de l'industrie" et assure des "conditions de concurrence mondiale équitable". Le CNI veut "un cadre énergie-climat" pour 2030 "garantissant stabilité, clarté et prévisibilité".

"Si on n'a pas une énergie compétitive, c'est une catastrophe pour les ménages (...) et pour l'industrie, c'est un désastre", a dit M. Dehecq.

En matière de gaz et pétrole de schiste, il faut "au moins une évaluation des ressources" et "une vraie analyse scientifique des techniques pour explorer et extraire", a déclaré de son côté Frédéric Saint-Geours, président du Groupe des fédérations industrielles (GFI), et membre du bureau du CNI.

Le Conseil national de l'industrie réunit les organisations patronales et syndicales et des personnalités extérieures.

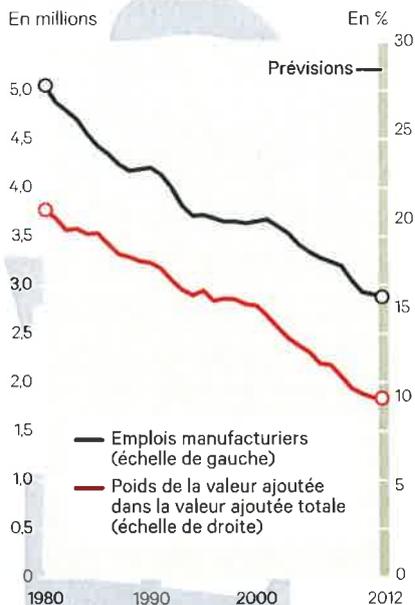
sbo/bpi/evs

INDUSTRIE-ENTREPRISES-UE - 04/03/2014 17h58 - AFP

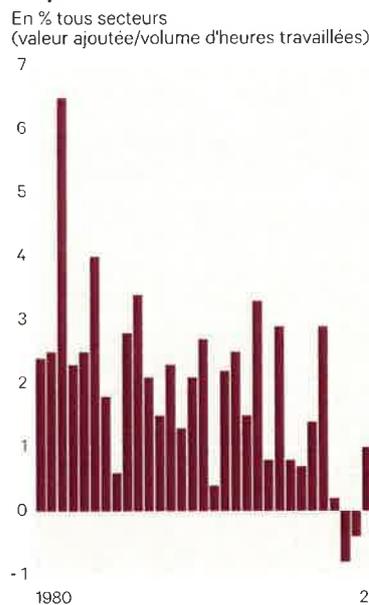
Service : Service économique

## Les trois ruptures de l'industrie manufacturière

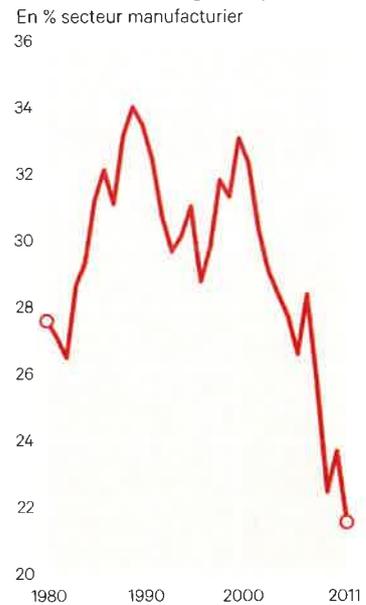
### La désindustrialisation s'accélère



### La productivité horaire faiblit



### Le taux de marge au plus bas



LES ECHOS / SOURCE : INSEE

# La charge du Conseil national de l'industrie contre Bruxelles

- Le CNI dénonce la politique de concurrence de la Commission européenne.
- Il se dit à nouveau favorable aux expérimentations sur les gaz de schiste.

## CONCURRENCE

Guillaume de Calignon  
gcalignon@lesechos.fr

A deux semaines d'un Conseil européen sur la compétitivité, l'industrie française tient à faire entendre sa voix. Hier, le Conseil national de l'industrie (CNI), qui regroupe des patrons, des politiques, des syndicalistes et des experts (lire ci-contre), a pris des accents colbertistes à la Arnaud Montebourg pour faire des propositions contre la désindustrialisation, en espérant qu'elles seront poussées par le gouvernement. Le constat d'échec est patent au regard des destructions d'emplois dans l'industrie, évaluées à 3,8 millions depuis 2008 en Europe. « Un renouveau profond des politiques européennes à l'égard de l'industrie s'impose », écrivent les membres du CNI dans leur avis.

La politique de concurrence menée par Bruxelles est particulièrement dans le viseur des responsables de l'industrie française. « La vision européenne, basée sur la concurrence sans réciprocité systématique, doit changer et la politique en matière d'aides d'Etat doit être simplifiée », affirme François Gayet, ancien dirigeant de Thales et responsable

de l'Europe au sein du CNI. L'avis du Conseil met en avant le « déploiement dans bon nombre de pays tiers de politiques d'aides volontaristes au profit de leurs entreprises ». Des propos que ne renierait pas Arnaud Montebourg, le ministre du Redressement productif (auquel le CNI est rattaché), qui avait accusé le mois dernier les services de Joaquín Almunia, commissaire européen à la Concurrence, d'être un repère de « talibans du droit » de la concurrence. « La Commission a pratiqué ces dernières années une politique en silo. Chaque commissaire européen a développé sa propre politique, dans le commerce, l'énergie ou la concurrence, sans prendre en compte la compétitivité globale de l'économie européenne », déplore François Gayet.

### L'enjeu du coût de l'énergie

Les industriels français sont aussi demandeurs d'une politique énergétique et climatique commune. Bruxelles devrait porter « une politique volontariste de soutien à la constitution de filières énergétiques décarbonées de dimension européenne », estiment-ils. Tout comme Arnaud Montebourg, ils se montrent favorables aux expérimentations concernant l'extraction du gaz de schiste. « L'enjeu du coût de l'énergie pour la compétitivité glo-

bale de l'économie, la croissance et l'emploi est trop important pour que toutes les opportunités ne soient pas étudiées à fond », écrivent-ils.

L'euro n'échappe pas aux critiques. Si le CNI ne va pas jusqu'à exiger, comme l'a récemment fait le ministre du Redressement productif, une dévaluation de la monnaie unique, il note que « l'Union européenne devrait s'assurer que la parité monétaire, notamment euro-dollar, reflète les réalités économiques ». Le sous-entendu – l'euro ne devrait pas s'apprécier autant face au billet vert – est toutefois assez clair.

Le problème, c'est que, si la désindustrialisation touche particulièrement la France et d'autres pays européens, l'Allemagne, elle, n'a pas vu la part de son industrie se réduire dans son PIB ces dernières années. « C'est vrai qu'il n'y a pas de consensus avec les Allemands, qui sont fortement exportateurs. Ils ne veulent pas créer de difficultés avec leurs grands clients... qui sont aussi nos grands concurrents », avoue François Gayet. Jean-François Dehecq, vice-président du CNI et ancien patron de Sanofi, veut croire que « les choses bougent », mais se veut réaliste : « Notre souhait est que le prochain président de la Commission européenne prenne les dossiers industriels en main. » ■